

**CE MONDE QUI BOUGE**

**Egypte, victoire à la Pyrrhus de Moubarak**

Par Hassane Zerrouky

En Egypte, la réforme constitutionnelle a été approuvée lundi par 75% des électeurs mais avec un taux de participation de 27%. Au regard de ces chiffres, il est évident que l'appel au boycott par l'opposition, dont les Frères musulmans, a été largement suivi. L'opposition démocratique et de gauche (Néo-Wafd, Tagamoue, et Nassériens) contestait le renforcement du caractère monarchique et répressif de l'Etat, au moyen d'amendements renforçant les pouvoirs de police sous prétexte de lutte antiterroriste, et de ce fait, suspectait le président Moubarak d'organiser sa propre succession au profit de son fils, Gamal Moubarak, l'un des responsables du PND (Parti national démocratique). Même constat pour la confrérie des Frères musulmans, mouvement toléré et non reconnu, qui dispose de 88 députés élus sous l'étiquette "indépendants", un des amendements constitutionnels les visant en particulier. Cet article contesté stipule l'interdiction de fonder un parti sur des bases religieuses, ce qui les empêche de se constituer en parti et de présenter un candidat à l'élection présidentielle. En revanche, en dépit des appels émanant des organisations chrétiennes coptes — près de 20% d'Égyptiens sont de confession chrétienne — et de personnalités de la société civile, l'article 2 de la Constitution stipulant que la charia est la source principale de la législation égyptienne n'a pas été supprimé.

Si le but de cette réforme constitutionnelle vise les islamistes, il faut bien admettre que le président Moubarak a raté son objectif. En effet, on ne peut combattre une idéologie porteuse d'un système totalitaire, en restreignant les libertés démocratiques et en refusant l'établissement d'un Etat basé sur la séparation du religieux et du politique. Le maintien de la Charia comme source de la législation, adossé à l'interdiction d'un parti fondé sur le religieux, n'est à vrai dire qu'un palliatif au problème de l'islam politique. On ne peut empêcher l'instrumentalisation de l'islam à des fins politiques quand, par ailleurs, existe une disposition permettant à l'Etat de s'arroger le droit de le faire. Le mieux dans ce cas-là — et cela vaut pour l'Algérie — est de séparer constitutionnellement le religieux du politique. Et que la compétition politique soit centrée non pas sur la religion mais sur des programmes présentés par les partis en lice. En effet, l'expérience des pays s'étant dotés de régimes islamiques montre finalement que l'islam n'a été qu'un prétexte pour les classes réactionnaires et conservatrices pour parvenir au pouvoir, une source de diversion par rapport à la dure réalité socio-économique vécue par les couches pauvres puisque ces régimes qui ont promis le paradis sur terre n'ont rien réglé. Que ce soit en Iran, en Arabie ou ailleurs, les disparités entre classes sociales se sont creusées : les riches devenant plus riches et les pauvres plus pauvres. Pour toutes ces raisons, il faut laisser la religion aux hommes de religion et la politique aux politiques, et cessez de naviguer entre deux eaux.

En Algérie, malgré le net recul, par rapport aux années 90 s'entend, du terrorisme islamiste radical, on observe que l'idéologie islamiste a encore de beaux jours devant elle. Quand un Soltani déclare que l'Etat islamique reste l'objectif de son parti, cela veut dire que la politique du pouvoir pour ramener la paix et la réconciliation a également eu pour seul résultat un bricolage des repères, et ce, disons-le, avec l'appui de certains démocrates. Certes, il n'est plus question depuis quelque temps d'appel en direction des "égérés". Mais il faut bien convenir que c'est en partie grâce au GSPC ! Depuis que ce dernier a fait allégeance à Ben Laden, se transformant en "Al-Qaïda au Maghreb", il a de fait enterré toute possibilité de réconciliation. Car, aux yeux de la communauté internationale, on ne peut se réconcilier avec Al-Qaïda. Il n'en reste pas moins que le pouvoir tarde à désigner ce "nouvel" adversaire pour ce qu'il est.

H. Z.



**LE REGARD DE MOHAMED BENCHICOU**

soirmben@yahoo.fr

**Dans mon pays...**

A quoi ressemble l'écrivain d'un pays qui a peur d'un livre ? A Anouar Benmalek. Il a la jubilation intérieure du courtisan de lumière et le désenchantement visible, à peine contenu, de l'éclaircieur éconduit, boudé par sa terre, asservie aux trop longues nuits de l'histoire. Il n'en laissait pourtant rien paraître ce matin-là au Salon du livre de Paris où je le rencontrai entre deux dédicaces, comme si cet intime désarroi avait fini, à son tour, par n'être qu'une solitude de plus parmi celles qui accompagnent, dans mon pays, les courtisans de lumière. Comment sortir de la nuit sans forcer les portes sacrées qui verrouillent les vieux tunnels noirs de nos peuples ? C'est le cri de Anouar Benmalek dans *O Maria*, cri étouffé par toutes sortes de vigiles qui veillent, dans mon pays, sur les portes sacrées du mensonge, de l'hypocrisie, de l'ignorance, de l'aliénation et de la servitude, ces portes massives, regardons bien, qui n'en finissent pas de se refermer sur nos enfants. Les cerbères de l'imposture ont décrété blasphème le hurlement ultime de ce peuple musulman et méditerranéen dépossédé de tout, de ses rêves de grandeur et de sa foi nourricière dans l'avenir, poussé aux exils pour fausser compagnie à la décadence, ou aux indignités pour échapper au prix de l'honneur. Un rugissement aux accents morisques qui secoue toujours, dans mon pays, les bidonvilles d'Alger et qui n'en finit pas de déchirer les fourberies des puissants. Qu'y peut-on si ce cri extrême est sorti de la poitrine d'une femme révoltée ? Ce sont des poitrines assez conscientes du malheur pour avoir le cran de le combattre, des poitrines de nos femmes, que sont

souvent sorties les vraies interpellations de l'histoire. Alors Maria, Aïcha, fille de l'incertain, symbole d'un peuple égaré, se reconnut les droits de lancer cette irrévérance désespérée contre les portes sacrées du silence et de la fourberie. Catholique et musulmane, esclave et insoumise, résignée et fugitive, pieuse et catin, elle finit par savoir ce qu'elle était vraiment : une mère résolue, par une sorte d'impitoyable salutaire, à épargner à son fils le destin des peuples égarés. Plus que d'un blasphème envers le Créateur, on a en fait accusé Anouar Benmalek de sacrilège envers les impostures de ce bas monde. D'avoir tenté d'en ouvrir les portes sacrées par l'arme de la démesure, cette clé indomptable qu'offre la littérature aux courtisans de lumière. Je lisais, ce matin-là, dans les yeux d'Anouar, l'infinie perplexité des serruriers solitaires face aux obscurités qui se cachent derrière les portes du mensonge. Et en l'écoutant parler, je laisse germer dans mon esprit une question traîtresse : à quoi pense un gouvernement qui a peur d'un livre ? Sans doute à faire, encore et toujours, la chasse à la lumière. A s'abandonner aux ténébres. Et à l'abdication devant l'Inquisition. Derrière les autodafés se profilent toujours d'incroyables trahisons et d'inattendues capitulations devant les pyromanes. Ça ne rate pas : j'apprends que le même pouvoir algérien qui interdit aux journalistes de se réunir à Tizi-Ouzou et aux associations de victimes du terrorisme de se réunir à Alger, le même pouvoir ouvre les bras à quinze mouvements islamistes, dont les Frères musulmans égyptiens, venus débattre, à Sidi-Fredj sur la nuit derrière les

portes sacrées, à travers un thème d'actualité : "Les islamistes et la participation au pouvoir." La veille, un des plus anciens chefs patriotes, le moudjahid Gharbi Mohamed Tounsi, était condamné à vie pour avoir riposté aux provocations d'un terroriste repent. Il y a, dans cette dérive politique, comme une perversion naturelle qui quette tout régime pourchassant ses hommes de plume. On commence par interdire Anouar Benmalek, on finit par accueillir les assaillants de Naguib Mafoz. L'inquisition devient comme un ciment des forfaitures politiques. Un pacte inavouable semble lier les censeurs algériens de *O Maria* et les persécuteurs égyptiens de *Awlād hāratinā* (Les fils de la médina), critique implacable des nouveaux messies arabes, récit incisif sur la vie d'un quartier caïroite où chacun des habitants représente un prophète de la Bible que Mahfouz décrit comme des individus médiocres et vaniteux, incapables d'améliorer la vie des habitants. Les deux romans, fictions allégoriques sur les désillusions arabes, furent tous les deux jugés blasphématoires par les courants intégristes, cerbères des portes de la nuit, ceux-là mêmes qui se rencontrent aujourd'hui à Sidi-Fredj, avant que les gouvernements algérien et égyptien ne décident à leur tour de les interdire. Mais alors, jusqu'où irait la conjuration des prophètes démythifiés par la plume, jusqu'où irait un gouvernement qui a peur d'un livre ? Nous aurions tort de mésestimer les effets politiques de la censure et de l'inquisition. En plus d'être le ciment des forfaitures politiques, elles ont toujours annoncé de funestes dérives autoritaires.



L'Allemagne hitlérienne fut précédée par les autodafés nazis de 1933 qui, à Berlin, Brême, Dresde, Munich ou Nuremberg, condamnèrent au feu les ouvrages de Bertolt Brecht, d'Alfred Döblin, de Sigmund Freud, d'Heinrich Mann, de Karl Marx, de Carl von Ossietzky ou d'Arnold Zweig, pour ne citer que ceux-là. Nous n'en sommes, dira-t-on, plus là. Sans doute. Mais le couteau, lui, est toujours là et *Awlād hāratinā* a failli coûter sa vie à Naguib Mahfouz, trente-cinq ans plus tard, quand deux fanatiques islamistes de al Jama'at al Islameya le poignardèrent devant son domicile, en octobre 1994. Le Nobel de littérature survécut miraculeusement à une mise à mort programmée mais s'il y perdit l'usage de sa main droite, il ne perdit pas la foi de l'écrivain résolu. "L'écriture est maîtresse : elle agit sur la culture et sur les civilisations", répondait-il aux journalistes venus l'interroger sur son lit d'hôpital au lendemain de l'agression.

C'est pourquoi, me suis-je dit en quittant Anouar Benmalek, les dictatures auront toujours peur d'un livre. C'est-à-dire d'une déraisonnable petite lumière qui viendrait à s'aventurer dans les opacités du pouvoir et que nous avons, à jamais, l'obligation d'agiter au cœur des ténébres.

M. B.

**APRES LA DECLARATION DE REDHA MALEK**

**ANR-arouch : l'embrouille**

**L'alliance électorale scellée par les trois entités politiques, ANR, UDR et MDS, fraction dirigée par Hocine Ali, et à la quelle se greffe, périphérique, le mouvement des arouch de Kabylie, se révèle, sitôt avouée publiquement, être un simple deal précipité par l'échéance législative. L'Alliance nationale démocratique, qui sert de socle à cette configuration et de quitus légal aux ambitions électorales de ses deux partenaires, s'embrouille, à peine son congrès clôturé, avec le mouvement des arouch.**

Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir) - Moins de quarante-huit heures après le laïus de Rédha Malek, introductif aux travaux du congrès, deux précisions ont fusé, l'une de Rédha Malek et l'autre de Belaid Arikba. Ce dernier s'est obligé à démentir le propos du président de l'ANR qui l'a cité nommément comme ayant prétendu à participer à préfigurer ce qui depuis hier est avoué comme une alliance électorale. "Le négociateur des accords d'Evian a demandé avec insistance à me rencontrer pour échanger des points de vue sur la situation

collège républicain à bâtir un germé. "Cependant, de la discussion, l'idée de la mise en place d'un collège républicain, composé de personnalités politiques nationales (hommes politiques, hommes de culture, journalistes, écrivains, syndicalistes, moudjahids, militants...) précédé par l'élaboration d'un texte fondateur consensuel, a germé".

Il semble que le président de l'ANR a parlé trop vite et, du coup, a trahi un secret. Car, depuis Boumerdes, il a donné à savoir que le mouvement des arouch s'est mêlé, loin des feux de la rampe, du tissage d'alliances partisanes. Les populations de Kabylie, au nom desquelles les arouch poursuivent de s'exprimer, ont le devoir de savoir ce qui a autorisé cette implication de Arikba dans des perspectives du genre et pourquoi avec spécialement le parti de Rédha Malek, un parti auquel on ne connaît pas de contribution majeure au

mouvement citoyen pendant et après le Printemps noir. Cela dit, la révélation de Rédha Malek, s'il est permis d'ainsi comprendre son propos, a le mérite de poser au grand jour les termes d'une projection politique. Ceci même si, mesurant après coup et certainement après réaction de Arikba la probable incidence négative de sa déclaration, il a tenté d'en atténuer, à travers une précision parvenue à notre rédaction, les effets.

"Selon des informations parues dans la presse, le mouvement citoyen (arouch) aurait constitué des listes communes avec l'ANR en prévision du scrutin du 17 mai 2007. Ces informations sont infondées. Par contre, les entretiens que le président de l'ANR a eus avec Belaid Arikba ont porté sur la perspective du mouvement républicain auquel ce dernier s'engage à contribuer", a-t-il noté.

S. A. I.